

SRI LANKA : LES ESPOIRS DE LA RÉVOLUTION SILENCIEUSE

ÉDITORIAL **M**

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Il a eu beau agiter l'épouvantail du retour de la rébellion des Tigres tamouls, qui a ensanglanté le pays : en vain. Le Sri Lanka a changé et il faut saluer cette évolution pacifique.

Le président Sirisena doit à présent poursuivre cette révolution silencieuse, en menant à bien la réconciliation avec la minorité tamoule, essentiellement hindoue et chrétienne, qui constitue 15 % de la population de l'île, le reste étant com-

posé de la majorité cinghalaise. Il a déjà donné des signes encourageants, depuis son élection, le 8 janvier.

L'hymne sri-lankais peut désormais être chanté dans les deux langues, tamoule et cinghalaise. L'anniversaire de la fin de la guerre n'est plus seulement célébré comme le « jour de la victoire » mais comme le « jour du souvenir », en mémoire de toutes les victimes tuées pendant le conflit. Pour la première fois, le président et le premier ministre ont admis, en mars, la nécessité d'une « solution politique » pour régler le conflit ethnique qui fracture le pays depuis son indépendance, en 1948.

Mais il faut aller plus loin. Des années après le conflit, torture et arrestations arbitraires ont continué. L'ONG sri-lankaise International Truth and Justice Project a recensé, depuis 2009, 180 cas de tortures et de violences sexuelles pratiqués dans 41 centres dans le nord et l'est du pays. Des milliers de Tamouls continuent de vivre dans des camps de fortune, parfois sans accès à l'eau ni à l'électricité. Près de 6 000 hectares de terres sont encore occupés par l'armée et pas seulement à des fins militaires : des hôtels de luxe, gérés par l'ar-

mée, y ont été ouverts aux touristes. En fait de réconciliation, le gouvernement a entrepris de « cinghaliser » le nord de l'île, en construisant des temples bouddhistes et des monuments en hommage aux soldats cinghalais morts pendant la guerre. Cent policiers tamouls viennent seulement d'être recrutés dans le nord de l'île.

La réconciliation entre Cinghalais et Tamouls passe aussi par la relance économique des provinces dévastées par la guerre. Après vingt-six ans de conflit, le nord tamoul du Sri Lanka, plongé dans une grave crise économique et sociale, a vécu dans l'humiliation. La pauvreté y est endémique et les milieux d'affaires, hantés par les souvenirs du conflit, rechignent à y investir.

Enfin, la réconciliation ne pourra aboutir sans une enquête indépendante sur les crimes commis, entre 2009 et 2011, à la fois par la rébellion des Tigres tamouls et par l'armée. La Commission des droits de l'homme de l'ONU doit publier d'ici à la fin septembre son rapport, très attendu, sur les atrocités commises pendant la guerre. Ce sera, pour le nouveau président Sirisena, un moment de vérité face au passé qu'il se doit d'affronter. ■

L'arbitraire doit cesser en Equateur

Arrestations, censure des médias et état d'exception montrent que le gouvernement Correa s'éloigne du progressisme

PAR DIDIER FASSIN ET MARC SAINT-UPÉRY

L'état d'exception déclaré le 15 août par le gouvernement équatorien en raison de l'éruption du volcan Cotopaxi, au sud de la capitale, survient 48 heures après la répression de la manifestation pacifique des représentants indiens parvenus à Quito au terme d'une marche de 800 kilomètres à travers le pays. Les leaders Salvador Quishpe, préfet de la province de Zamora Chinchipe, et Carlos Pérez Guartambel, président de l'organisation Ecuarunari, ont été molestés et arrêtés, tout comme la compagne de ce dernier, la chercheuse franco-brésilienne Manuela Picq Lavinas, professeur de relations internationales à l'université San Francisco de Quito.

Brutalement appréhendée, l'universitaire a été placée dans un centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière. Les autorités ont en effet procédé, sans justification légale, à la révocation de son visa, la mettant sous la menace d'une expulsion du pays où elle vit, travaille et a ses attaches depuis huit ans. Respectée pour ses travaux sur le féminisme, les mouvements indiens et les questions écologiques en Amazonie, Manuela Picq est connue pour ses analyses critiques du régime. Sa détention arbitraire a donné lieu à une large mobilisation internationale. Le 17 août, la justice a reconnu l'illégalité de la procédure d'éloignement du territoire et l'a finalement libérée.

DES POUVOIRS DE MOINS EN MOINS SÉPARÉS

Ce dernier épisode dans l'histoire des relations tendues entre le gouvernement de Rafael Correa et les mouvements sociaux en Equateur signe une étape de plus dans la dérive autoritaire du régime. La principale revendication concerne le retrait des projets d'amendements constitutionnels qui autoriseraient la réélection indéfinie du président, réduiraient les prérogatives des collectivités locales et les possibilités de référendum d'initiative citoyenne, et favoriseraient l'érosion de la séparation des pouvoirs et des instruments de protection des citoyens. Paradoxe que cette rupture avec les mouvements sociaux, y compris syndicaux, écologistes, féministes et de défense des droits humains, qui avaient contribué en 2006 à l'élection du président.

La concentration des pouvoirs dans les mains du chef de l'Etat est d'autant plus redoutée qu'au fil des ans Rafael Correa s'est éloigné des principes progressistes qu'il avait naguère défendus, multipliant avec la Chine les projets d'extraction destructeurs pour la forêt amazonienne, renonçant à la protection du parc national du Yasuni menacé d'exploitation de son sous-sol, signant un traité de libre-échange controversé avec l'Union européenne et flexibilisant le code du travail. Parallèlement, intimidations et procès se multipliaient contre les acteurs des mouvements sociaux. Révélateurs de graves violations quotidiennes des droits des citoyens équatoriens, les événements des derniers jours traduisent l'accélération du délitement démocratique d'un régime qui avait porté les espoirs de la gauche bien au-delà des frontières de l'Equateur. L'heureuse libération de Manuela Picq ne doit pas masquer les menaces que fait peser un état d'exception dont le décret annonce la censure des médias et la suspension possible des droits constitutionnels. ■



Didier Fassin est professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton et a codirigé l'ouvrage « Contemporary States of Emergency » (Zone Books, 2013) et Marc Saint-Upéry est l'auteur du « Rêve de Bolivar » (La Découverte, 2008)

Livres d'été | PAR SELÇUK



Aux Etats-Unis, des études françaises de plus en plus postcoloniales

ANALYSE

NICOLAS WEILL

Moins sinistres que les départements d'allemand ou d'italien des grandes universités américaines, mais infiniment moins courus que leurs équivalents hispaniques, les espaces académiques où l'on étudie le français outre-Atlantique sont autant de postes d'observation sur un fossé qui se creuse entre la perception française de la culture et de la littérature et celle qu'on cultive aux Etats-Unis. Surtout parmi les jeunes lettrés qui ont choisi le français pour matière. Le Summer Institute of French Cultural Studies (Institut d'études culturelles françaises), fondé par Lawrence Kritzman, un spécialiste de la Renaissance, qui se tient tous les deux ans, en est un bon indicateur. Il se réunit à Dartmouth College, l'une des plus anciennes universités américaines et membre de l'Ivy League. Pendant un mois, une sélection de plusieurs dizaines d'étudiants de plusieurs universités américaines, ainsi que des professeurs et des intellectuels venus tout exprès de l'Hexagone, « planchent » sur la société et la civilisation françaises.

La douzième édition de ce rendez-vous, qui a eu lieu du 22 juin au 21 juillet, a bien sûr aussi porté sur les attentats de Paris et la manifestation du 11 janvier, événements parfois comparés, quant à leur impact, à ceux du 11 septembre 2001. Le thème du cru 2015 de l'Institut – « La culture et le politique » – s'y prêtait particulièrement. Les messages de sympathie en provenance des experts américains de la culture française avaient afflué après les massacres de janvier. Mais, peu après, les protestations de plus de 150 écrivains américains contre l'attribution par le PEN Club de son Prix du courage à *Charlie Hebdo*, parce qu'ils jugeaient la

ligne éditoriale de l'hebdomadaire « *sexiste et xénophobe* » (« Le Monde des livres » du 30 avril), ont pris le relais de l'indignation dans l'actualité.

Rien d'étonnant à ce qu'à Dartmouth nombre de tables rondes, où ont siégé le romancier français Pascal Bruckner, l'historien israélien Elie Barnavi aux côtés d'Américains bons connaisseurs de la France comme l'écrivain Adam Gopnik, chroniqueur au *New Yorker*, ou les professeurs de Yale Maurice Samuels et Carolyn Dean, aient beaucoup tourné autour des limites du « *free speech* ». Si aux Etats-Unis la sensibilité à la liberté d'expression est plus ancrée qu'en France, cette même sensibilité se heurte aujourd'hui au respect des minorités sexuelles, ethniques ou religieuses, créant parfois un indémêlable « conflit de devoirs ».

RARÉFACTION DE SPÉCIALISTES

Cette sensibilité aiguisée et persistante au multiculturalisme outre-Atlantique s'exprime aussi à travers le contenu des études françaises telles que les pratiquent désormais la majeure partie des jeunes diplômés et futurs enseignants américains en cette matière. Délaissant le « canon », les nouveaux spécialistes semblent suivre majoritairement l'injonction d'un des maîtres à penser des études « postcoloniales », Dipesh Chakrabarty, auteur de *Provincialiser l'Europe* (éditions Amsterdam, 2009).

De préférence, la littérature française, qu'on préfère dorénavant appeler « francophone », est abordée par les Antilles, l'île Maurice, l'Afrique ou le Maghreb, etc. C'est là, et non sur les rives de la Seine, qu'on en scrute le renouveau. Au point que certains enseignants s'inquiètent, au vu de l'idéologie qui règne désormais sur la discipline, de savoir si, dans un avenir prévisible, il sera toujours possible de trouver un spécialiste du Moyen Age ou de Racine sur le territoire américain.

Souvent originaux et intéressants, les sujets choisis par les jeunes participants de l'Institut de Dartmouth reflètent la tendance à l'œuvre qui s'impose comme « le » discours de reconnaissance par excellence. Les doctorants se concentrent ainsi volontiers sur des thèmes comme la représentation de l'altérité au cinéma, ou les femmes écrivains du Maghreb... Même si Flaubert, Balzac, Balzac, Lautréamont ou Claude Simon n'ont pas disparu de leur tableau, la production contemporaine et l'ancien « outremere » sont largement dominants.

Il est facile d'ironiser sur cette idée que la régénération de la littérature française ne puisse venir que de sa « *créolisation* », selon le mot d'Edouard Glissant (1928-2011) ; facile de voir ce phénomène comme la simple substitution d'un « roman postcolonial » au « roman national », dont quelques intellectuels en France s'entêtent à déplorer la disparition... Il reste que, pour ces érudits, le français n'est plus considéré comme l'apanage de Paris, dont la production a presque l'air d'être marginalisée, mais comme une langue et une culture du « tout-monde ».

Comme toute tendance académique, cette métamorphose du domaine français en civilisation francophone a ses excès : la surpolitisation des études littéraires ou la transformation d'une vision révolutionnaire en un jargon de carrière. Elle crée aussi ses exclus : les auteurs qui n'entrent pas dans ce nouveau patron. Ses contempteurs ne se privent pas d'en monter en épingle les tics et les « mots gelés », et s'agacent de cette idée que la littérature que l'on produit en France serait par définition en déclin. La critique porte et met souvent les rieurs de son côté. Le problème est qu'en cherchant une alternative à cette « rectitude politique » on risque de réhabiliter un conservatisme dépassé, voire pire. ■

weill@lemonde.fr

MÊME SI
FLAUBERT ET
BALZAC N'ONT
PAS DISPARU,
LA PRODUCTION
CONTEMPORAINE
ET L'ANCIEN
« OUTRE-MER »
SONT
DOMINANTS